

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme

Clermont-Ferrand , le 28/03/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ETABLISSEMENTS ECHALIER**

25 rue Newton  
Z.I. du Brézet  
63000 CLERMONT FERRAND

Références : 20220328-RAP-63-0358-InspCdPIncendie Echalier\_VuSL 2.odt

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2022 dans l'établissement ETABLISSEMENTS ECHALIER implanté 25 rue Newton Z.I. du Brézet 63000 CLERMONT FERRAND . L'inspection a été annoncée le 04/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coup point sécurité incendie.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETABLISSEMENTS ECHALIER
- 25 rue Newton Z.I. du Brézet 63000 CLERMONT FERRAND
- Code AIOT dans GUN : 0005600317
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société ECHALIER exploite une installation de tri et de transit de déchets non dangereux : DIB, verres, corps plats (papiers, cartons,...), corps creux (emballages plastiques, métal, aluminium, etc.). Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 23/02/2007 qui a été complété les 23/03/2012, 19/06/2014 et 12/10/2018. Elle relève du seuil enregistrement à la rubrique 2713.

Pour rappel, le site inspecté a subi un incendie en date du 11/09/2021, qui a endommagé le bâtiment D. Depuis, les causes du sinistre n'ont pas été identifiées formellement. L'activité du centre de tri a repris le 12 octobre 2021, en adaptant le fonctionnement (possibilité d'envoi de déchets vers les

sites du groupe PAPREC, Lyon et Montpellier). Lors de cette dernière inspection post-accidentelle, il a été demandé à l'exploitant de déterminer les améliorations pouvant être apportées aux systèmes de détection incendie sur l'ensemble du site, en tenant compte du retour d'expérience de l'incendie.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- la sécurité incendie (action coup de point régionale)
- les suites de l'incendie de 11 septembre 2021

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Isolement des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 6-6-8	/	Incendie du 11/09/2021
bâtiment D « sinistré »	suites de l'incendie de 11 septembre 2021	/	Incendie du 11/09/2021

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 23/02/2007, article 6.2.1	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 6.2.2	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 6.6.3	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 6.6.4	/	Sans objet
Maintenance et test	Arrêté Préfectoral du 11/04/2017, article 7.4.2	/	Sans objet
formation du personnel et équipe d'intervention	Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 6.6.4	/	Sans objet
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 6-3-7	/	Sans objet
Accès-cloture	Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 2-10	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Depuis l'incendie du 11 septembre 2021, l'exploitant a renforcé ses dispositifs de détection et lutte contre l'incendie (installation de sprinklage et surveillance par caméras thermiques et vidéo) dans chaque bâtiment, avec un zonage des équipements à risque d'échauffement. Il est prévu que le bâtiment incendié, une fois reconstruit, intègre des systèmes équivalents.

Selon l'exploitant, les délais d'intervention ont été améliorés compte tenu que la détection thermique et vidéo permet une surveillance plus précise et mieux sectorisée.

**Les services de l'inspection demandent à l'exploitant que ces modifications apportées sur la sécurité incendie soient soumises à l'avis du SDIS.**

La programmation des travaux de reconstruction du bâtiment D sinistré est en cours (permis de demolition et PC de construction).

L'exploitant doit fournir le justificatif du dimensionnement de la rétention eaux incendie. De plus, il doit transmettre un PAC sur les travaux de reconstruction du bâtiment sinistré, avec un focus sur les systèmes de sécurité incendie retenus.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : État des matières stockées – Cas général

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/02/2007, article 6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> AP d'autorisation du 23/02/2007, article 6.2.1 L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.
<b>Constats :</b> Un plan d'ensemble recense les matériaux et quantités susceptibles d'être présents sur la site. Celui-ci a été présenté en séance. L'état des stock à la date du 18 mars 2022 a été transmis.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 6.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> AP d'autorisation du 23/02/2007, article 6.2.2 L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui (...) sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre. (...) Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.
<b>Constats :</b> Le plan incendie (plan ETARE mis à jour le 31/12/2021) du site matérialise les risques, les hydrants et les dispositifs de sécurité. Le plan d'intervention et de secours interne est également présenté en séance (plan des zones de dangers, plan d'intervention et de secours interne).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 6.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> AP d'autorisation du 23/02/2007, article 6.6.3 Les bâtiments sont équipés de systèmes de détection incendie (détection de flammes ou de fumées).
<b>Constats :</b> Tous les bâtiments de stockage de déchets en fonctionnement sont équipés d'une détection incendie avec report d'alarme sonore dans les bureaux et bascule sur le téléphone du personnel d'astreinte. Pour renforcer les systèmes de détection, l'exploitant a fait installer un système de surveillance caméras video et thermiques IR sur les zones de process et stockage des déchets. Le nouveau système de sprinklage a été couplé aux caméras thermiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 6.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> AP d'autorisation du 23/02/2007, article 6.6.4 + AM 6/06/2018, article 9 L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et à minima les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>• des extincteurs et de RIA protégés du gel répartis dans l'établissement [...],</li><li>• d'un ou plusieurs appareils incendie publics ou privés dont un implanté à 200 mètres [...],</li><li>• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,</li><li>• un réseau d'eau public ou privé alimentant des bouches ou des poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés. Ce réseau ainsi que si nécessaire la réserve d'eau de l'établissement sont capables de fournir le débit nécessaire à l'alimentation des robinets d'incendie armés et à l'alimentation, à raison de 60 m3/h chacun, des poteaux ou bouches d'incendie</li></ul> L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie.  Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.
<b>Constats :</b> - 114 extincteurs - 20 RIA - 2 canons à eau (5 scénarios d'intervention suivant le zonage) - 3 poteaux incendie - réserve d'absorbant - système de sprinkage (hormis dans le bâtiment sinistré) - système de surveillance par caméras thermiques et video
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Maintenance et test**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/04/2017, article 7.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 6.4.2. Vérifications périodiques Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité. L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.
<b>Constats :</b> - contrôles et vérifications : - extincteurs par Chubb : septembre 2021 - RIA par Chubb : février 2022 - Système de sprinklage et canons: vérification hebdomadaire par l'entreprise AAI qui assure le suivi
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : formation du personnel et équipe d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 6.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> AP d'autorisation du 23/02/2007, article 6.6.4 L'exploitant doit constituer et former une équipe de première intervention qui est opérationnelle en permanence pendant les heures d'ouverture de l'exploitation.
<b>Constats :</b> L'équipe de première intervention est constituée d'une douzaine de personnels du site Le dernière simulation date de l'année 2020. L'exploitant a prévu de programmer un prochain exercice sur 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Isolement des eaux d'extinction incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 6-6-8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 6.6.8 de l'arrêté du 23/02/2007 Eaux d'extinction Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.
<b>Constats :</b> La vanne d'isolement est positionnée en sortie du débourbeur avec une commande automatique ou manuelle. Lors de l'inspection post-accidentelle de 2021, les services de l'inspection ont demandé de justifier de la capacité de rétention dans les égouts du site. En séance, l'exploitant a précisé que le volume nécessaire pour la rétention des eaux incendie est estimé à 1 400 m3.  <b>Le détail du calcul et la répartition des dispositifs de rétention sera communiqué lors du PAC concernant la reconstruction du bâtiment D (sous 6 mois).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 6-3-7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 6.3.7 - Vérifications périodiques. Les installations électriques, les engins de manutention et les matériels de sécurité et de secours, doivent être entretenus en bon état et contrôlés après leur installation ou leur modification puis tous les ans au moins par une personne compétente.
<b>Constats :</b> Le dernier contrôle a été réalisé par DEKRA en janvier 2022 (observations, pas de non conformités)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Accès-cloture**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 2-10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 2-10 -L'ensemble de l'emprise de l'installation sera clos par une clôture efficace et résistante d'une hauteur minimale de 2 m. Les portails permettant l'accès au site ferme à clé, de façon à interdire l'entrée à toute personne en dehors des heures d'ouverture. Les installations doivent être gardiennées en permanence pour éviter toute intrusion sur le site (gardienchien ou dispositif de télésurveillance).
<b>Constats :</b> Le site est sous surveillance vidéo. Un gardien habite également sur le site. Pour compléter la surveillance nocturne, l'exploitant a contractualisé avec une société de gardiennage qui assure des rondes de nuit et les jours non travaillés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : bâtiment D « sinistré »**

<b>Référence réglementaire :</b> suites incendie du 11/09/2021
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> suites incendie du 11/09/2021 remise en état du bâtiment sinistré
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, le bâtiment D est étayé (mise en sécurité de la charpente métallique) et en attente de reconstruction. L'exploitant a prévu de déposer un permis de déconstruire fin mars 2022. La reconstruction prévue reprend l'emprise existante avec une remise à niveau des systèmes de détection et sécurité incendie.  <b>L'exploitant doit transmettre, sous 6 mois, un dossier de porter à connaissance sur les travaux à venir, avec un focus sécurité incendie (y compris le détail du calcul et la répartition des dispositifs de rétention). Le dossier devra être soumis à l'avis du SDIS sur le volet sécurité incendie.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet